

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29545]

17 JUILLET 2013. — Décret portant assentiment aux accords de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française et portant sur l'adhésion de la Communauté française à diverses centrales de marchés mises en œuvre par la Région wallonne

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 1^{re} du présent décret, relatif à l'achat de bureaux.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 2 du présent décret, relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs.

Art. 3. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 3 du présent décret, relatif à l'achat de classeurs métalliques.

Art. 4. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 4 du présent décret, relatif à l'achat d'éléments de mobiliers divers.

Art. 5. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 5 du présent décret, relatif à l'achat de petites fournitures de bureau.

Art. 6. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 6 du présent décret, relatif à l'achat d'accessoires automobiles, et plus particulièrement de pneus.

Art. 7. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 7 du présent décret, relatif à l'achat de petit matériel et de produits d'entretien.

Art. 8. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 8 du présent décret, relatif à l'achat de sièges de différents types.

Art. 9. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 9 du présent décret, relatif à l'achat de véhicules de service.

Art. 10. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 10 du présent décret, relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant.

Art. 11. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 11 du présent décret, relatif à l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage.

Art. 12. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 12 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité).

Art. 13. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 13 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants).

Art. 14. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 14 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête).

Art. 15. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 15 du présent décret, relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation).

Art. 16. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 16 du présent décret, relatif à l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage.

Art. 17. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 juin 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française, visé à l'annexe 17 du présent décret, relatif à l'achat de trousseaux de secours (matériel de sécurité).

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

Note

Session 2012-2013

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 522-1. — Rapport, n° 522-2

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2013.

ANNEXE 1^{re}

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de bureaux.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de bureaux;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des bureaux;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de bureaux;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de bureaux.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet;

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 2

Accord de coopération entre la Région wallonne
et la Communauté française relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des cachets administratifs et nominatifs;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de cachets administratifs et nominatifs;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de cachets administratifs et nominatifs.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 3

Accord de coopération entre la Région wallonne
et la Communauté française relatif à l'achat de classeurs métalliques.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de classeurs métalliques;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des classeurs métalliques;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de classeurs métalliques;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de classeurs métalliques.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procèderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 4

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'éléments de mobilier divers.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat d'éléments de mobiliers divers;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des éléments de mobiliers divers;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat d'éléments de mobiliers divers;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'éléments de mobiliers divers.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 5

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de petites fournitures de bureau.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de petites fournitures de bureau;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des petites fournitures de bureau;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de petites fournitures de bureau;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de petites fournitures de bureau.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 6

Accord de coopération entre la Région wallonne

et la Communauté française relatif à l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des bureaux;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'accessoires automobiles et, plus particulièrement, de pneus.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures automobiles.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 7

Accord de coopération entre la Région wallonne
et la Communauté française relatif à l'achat de petit matériel et produits d'entretien

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de petit matériel et de produits d'entretien;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir du petit matériel et de produits d'entretien;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de petit matériel et de produits d'entretien;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de petit matériel et de produits d'entretien.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 8

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de sièges de différents types

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de sièges de différents types;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des sièges de différents types;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de sièges de différents types;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de sièges de différents types.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de fournitures.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propre, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 9

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de véhicules de service

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de véhicules de service;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2014, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des véhicules de service;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de véhicules de service;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de véhicules de service.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de véhicules.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 10

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 30 avril 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des cartes magnétiques de carburant;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de véhicules de service;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de cartes magnétiques de carburant.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de cartes magnétiques de carburant.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 11

Accord de coopération entre la Région wallonne
et la Communauté française relatif à l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des copieurs de différentes capacités de tirage;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de copieurs de différentes capacités de tirage.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de copieurs.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 12

Accord de coopération entre la Région wallonne
et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité)

Vu les articles 1^{er} et 35 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis § 1^{er}, insérée par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4^o et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4^o, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4^o, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 13

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (gants);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (gants);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (gants).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de d'équipements de protection individuelle (gants).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 14

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête).

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (protection de la tête).

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (protection de la tête);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (protection de la tête).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de d'équipements de protection individuelle (protection de la tête).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française et la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 15

Accord de coopération entre la Région wallonne
et la Communauté française relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation).

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation).

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale achats pour acquérir ce type d'équipements de protection individuelle (vêtements de signalisation). Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandée, en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures, d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 16

Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage
Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;
Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général soumis à publicité européenne relatif à l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage;

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 30 avril 2016, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir du gasoil pour véhicules automobiles et du gasoil de chauffage;

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage;

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci- après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de gasoil pour véhicules automobiles et de gasoil de chauffage.

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de gasoil (véhicules et chauffage).

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 17

Accord de coopération entre la Région wallonne
et la Communauté française relatif à l'achat de trousse de secours (matériel de sécurité)

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment ses articles 87, 89 et 92bis;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment ses articles 2, 4° et 15;

Vu les délibérations du Gouvernement wallon des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Vu les délibérations du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 2013 et 20 juin 2013;

Considérant qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 24 décembre 1993, ladite loi sur les marchés publics est applicable tant à la Région wallonne qu'à la Communauté française en leur qualité de pouvoir adjudicateur;

Considérant que l'article 2, 4°, de la loi du 15 juin 2006 permet à un pouvoir adjudicateur de constituer une centrale d'achats et donc d'acquérir des fournitures destinées à d'autres pouvoirs adjudicateurs;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achats telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que la Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de trousse de secours (matériel de sécurité);

Considérant que ce marché couvre la période allant jusqu'au 31 décembre 2013, sous réserve d'une prolongation éventuelle;

Considérant que la Région wallonne a constitué une centrale d'achats destinée à acquérir des trousse de secours (matériel de sécurité);

Considérant le fait que la Communauté française doit également lancer un marché public portant sur la fourniture de trousse de secours (matériel de sécurité);

Considérant que, par les décisions de son Gouvernement datées des 14 mars 2013 et 20 juin 2013, la Communauté française a décidé de recourir à cette centrale d'achats et de se faire identifier, dans l'appel d'offres général européen lancé par la Région wallonne, comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de ladite centrale d'achats,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte, et en la personne de son Vice-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, M. Jean-Marc Nollet,

Ci-après dénommées « les parties à l'accord »,

Ont convenus ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord concerne les compétences de la Région wallonne et de la Communauté française visées aux articles 87 et 89 de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Art. 2. La Région wallonne a lancé un appel d'offres général relatif à l'achat de trousseaux de secours (matériel de sécurité).

La Région wallonne, pouvoir adjudicateur, a ainsi constitué une centrale d'achats pour acquérir ce type de matériel de sécurité.

Dans l'appel d'offres général visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, la Région wallonne a identifié la Communauté française comme pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la centrale d'achats.

La Communauté française est dès lors dispensée d'organiser elle-même la procédure de passation d'un marché public portant sur le même objet.

Art. 3. La Communauté française reste pleinement responsable de l'exécution du marché visé à l'article 2 et ce, à partir de la commande jusqu'au paiement inclus des fournitures ainsi commandées en fonction de ses besoins propres.

Par conséquent, la direction et le contrôle de l'exécution du marché visé à l'article 2 reste du ressort de chacun des pouvoirs adjudicateurs pour les commandes ainsi effectuées.

La Région wallonne, en tant que centrale d'achats, reste cependant la seule compétente en ce qui concerne les mesures d'office ainsi que pour les modifications unilatérales à apporter, éventuellement, au présent marché. Elle intervient, en outre, lors de l'exécution du marché visé à l'article 2, pour faire appliquer toute disposition issue des documents dudit marché.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Communauté française est la Direction du Support logistique du Ministère de la Communauté française.

Le fonctionnaire dirigeant pour la direction et le contrôle de l'exécution du marché pour la Région wallonne est la Direction de la Gestion mobilière du Service public de Wallonie.

Art. 4. La Communauté française et la Région wallonne procéderont au paiement des fournitures commandées, chacune en fonction de ses besoins propres, après avoir vérifié et approuvé les factures établies par l'adjudicataire à la suite de la livraison desdites fournitures.

Le paiement des fournitures est effectué dans les cinquante jours de calendrier à compter de la date à laquelle les formalités de réception sont terminées, pour autant que la Communauté française et la Région wallonne, chacune pour ce qui la concerne, soient en possession tant de la facture régulièrement établie que des autres documents éventuellement exigés.

Art. 5. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le présent accord entre en vigueur après l'assentiment du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, au jour de la publication du dernier des deux décrets d'assentiment au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juin 2013.

Pour la Région wallonne :

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29545]

17 JULI 2013. — Decreet houdende instemming met de samenwerkingsakkoorden van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap en betreffende de toetreding van de Franse Gemeenschap tot verscheidene bij wijze van overheidsopdracht georganiseerde aankoopcentrales geactiveerd door het Waalse Gewest (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het als bijlage 1 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van bureaus.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het als bijlage 2 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van administratieve en nominatieve stempels.

Art. 3. Instemming wordt verleend met het als bijlage 3 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van metalen archiefkasten.

Art. 4. Instemming wordt verleend met het als bijlage 4 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair.

Art. 5. Instemming wordt verleend met het als bijlage 5 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden.

Art. 6. Instemming wordt verleend met het als bijlage 6 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden.

Art. 7. Instemming wordt verleend met het als bijlage 7 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten.

Art. 8. Instemming wordt verleend met het als bijlage 8 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van verschillende types kantoorstoelen.

Art. 9. Instemming wordt verleend met het als bijlage 9 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dienstvoertuigen.

Art. 10. Instemming wordt verleend met het als bijlage 10 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van magnetische brandstofkaarten.

Art. 11. Instemming wordt verleend met het als bijlage 11 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten.

Art. 12. Instemming wordt verleend met het als bijlage 12 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen).

Art. 13. Instemming wordt verleend met het als bijlage 13 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen).

Art. 14. Instemming wordt verleend met het als bijlage 14 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming).

Art. 15. Instemming wordt verleend met het als bijlage 15 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij).

Art. 16. Instemming wordt verleend met het als bijlage 16 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie.

Art. 17. Instemming wordt verleend met het als bijlage 17 bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord van 20 juni 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal).

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 522-1. — Verslag, nr. 522-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 juli 2013.

BIJLAGE 1

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van bureaus

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van bureaus;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van bureaus, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van bureaus moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de "akkoordsluitende partijen" genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van bureaus ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 2

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van administratieve en nominatieve stempels

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van administratieve en nominatieve stempels;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van administratieve en nominatieve stempels, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van administratieve en nominatieve stempels moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van administratieve en nominatieve stempels ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 3

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van metalen archiefkasten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van metalen archiefkasten;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van metalen archiefkasten, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van metalen archiefkasten moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van metalen archiefkasten ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 4

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van bestanddelen van allerhande meubilair, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de "akkoordsluitende partijen" genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van bestanddelen van allerhande meubilair ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Bijlage 5

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van kleine kantoorbenodigdheden, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van kleine kantoorbenodigdheden ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 6.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van autotoebehoren en, meer bepaald, autobanden ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 7

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de "akkoordsluitende partijen" genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van klein onderhoudsmaterieel en onderhoudsproducten ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 8

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van verschillende types kantoorstoelen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van verschillende types kantoorstoelen;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van verschillende types kantoorstoelen, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van verschillende types kantoorstoelen moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van verschillende types kantoorstoelen ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 9

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dienstvoertuigen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van dienstvoertuigen;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van dienstvoertuigen, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van dienstvoertuigen moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van dienstvoertuigen ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 10

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van magnetische brandstofkaarten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van magnetische brandstofkaarten;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van magnetische brandstofkaarten, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van magnetische brandstofkaarten moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de "akkoordsluitende partijen" genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van magnetische brandstofkaarten ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 11

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest

en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van kopieerapparaten met verschillende drukcapaciteiten ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 12

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen);

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen), heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen) moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (veiligheidsschoenen) ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 13

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen);

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen), heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen); moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (handschoenen) ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 14

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest

en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming);

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming), heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming) moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (hoofdbescherming), ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 15

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest

en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij);

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij), heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij)

moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van individuele beschermingsuitrustingen (signalisatiekledij) ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 16

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie;

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van dieselolie voor voertuigen en van stookolie, heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de "akkoordsluitende partijen" genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van dieselolie voor voertuigen en van stookolie ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 17

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest
en de Franse Gemeenschap betreffende de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal)

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87, 89 en 92bis;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 2, 4° en 15;

Gelet op de beraadslagingen van de Waalse Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Gelet op de beraadslagingen van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2013 en 20 juni 2013;

Overwegende dat de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten, krachtens artikel 4, § 1, ervan, zowel op het Waalse Gewest als op de Franse Gemeenschap toepasselijk is, in hun hoedanigheid van aanbestedende overheden;

Overwegende dat artikel 2, 4°, van de wet van 15 juni 2006 een aanbestedende overheid de mogelijkheid verschaft om een aankoopcentrale op te richten en bijgevolg de leveringen bestemd voor andere aanbestedende overheden te verwerven;

Overwegende dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, krachtens artikel 15 van de wet van 15 juni 2006, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat het Waalse Gewest een algemene offerteaanvraag heeft ingediend, met inachtneming van de Europese regels van bekendmaking betreffende de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal);

Overwegende dat die opdracht geldig is tot 31 december 2016, onder voorbehoud van een eventuele verlenging;

Overwegende dat het Waalse Gewest een aankoopcentrale, bestemd voor het verwerven van hulptassen (veiligheidsmateriaal), heeft opgericht;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap ook een offerteaanvraag voor een opdracht betreffende de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal) moet indienen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, bij de beslissingen van haar Regering van 14 maart 2013 en 20 juni 2013, beslist heeft op die aankoopcentrale een beroep te doen, en zich, in de door het Waalse Gewest ingediende Europese algemene offerteaanvraag, te laten identificeren als de aanbestedende overheid die het voordeel van deze aankoopcentrale geniet;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van zijn Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en in de persoon van haar Vice-President en Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken, de heer Jean-Marc Nollet,

Hierna de “akkoordsluitende partijen” genoemd,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Dit akkoord heeft betrekking op de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap bedoeld in de artikelen 87 en 89 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Het Waalse Gewest heeft een algemene offerteaanvraag betreffende de aankoop van hulptassen (veiligheidsmateriaal) ingediend.

Het Waalse Gewest, als aanbestedende overheid, heeft zo een aankoopcentrale opgericht om dat type leveringen te verwerven.

In de algemene offerteaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, heeft het Waalse Gewest de Franse Gemeenschap geïdentificeerd als aanbestedende overheid die het voordeel van de aankoopcentrale geniet.

De Franse Gemeenschap wordt bijgevolg ervan vrijgesteld de procedure voor de gunning van een overheidsopdracht die op hetzelfde onderwerp betrekking heeft, zelf te organiseren.

Art. 3. De Franse Gemeenschap blijft volop verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, en dit, vanaf de bestelling tot en met de betaling van de leveringen die aldus op grond van haar eigen behoeften werden besteld.

De leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2 blijft bijgevolg behoren tot de bevoegdheid van elk van de aanbestedende overheden voor de aldus verrichte bestellingen.

Het Waalse Gewest, als aankoopcentrale, blijft echter alleen bevoegd voor de maatregelen van ambtswege alsook voor de wijzigingen die eventueel aan deze opdracht aan te brengen zijn. Het treedt bovendien op, bij de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 2, om elke bepaling, voortvloeiend uit de bescheiden van die opdracht, te laten toepassen.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor de Franse Gemeenschap is de Directie Logistieke Steun van de Franse Gemeenschap.

De leidende ambtenaar voor de leiding en de controle over de uitvoering van de opdracht voor het Waalse Gewest is de Directie Beheer Roerende Goederen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 4. De Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest zullen de bestelde leveringen betalen, elk volgens haar/zijn eigen behoeften, na de facturen te hebben nagekeken en goedgekeurd die door de aanbestedende overheid werden opgesteld na het ontvangen van die leveringen.

De betaling van de leveringen wordt verricht binnen de vijftig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de formaliteiten voor de oplevering beëindigd zijn, voor zover de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, elk afzonderlijk, in het bezit zijn zowel van de regelmatig opgestelde factuur als van de andere eventueel vereiste documenten.

Art. 5. Dit akkoord wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Art. 6. Dit akkoord treedt in werking na de instemming door het Waalse Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, op de dag van de bekendmaking van het laatste van beide instemmingsdecreten in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 20 juni 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET